



Communiqué de presse

Avril 2016
www.vallourec.com

Point sur l'évolution de la situation opérationnelle et financière du Groupe

- **Résultats du premier trimestre 2016**
 - Chiffre d'affaires de 671 millions d'euros
 - RBE¹ attendu légèrement meilleur que celui du quatrième trimestre 2015 (qui s'établissait à -77 millions d'euros)
 - Dette nette de 1,8 milliard d'euros au 31 mars 2016
- **Objectifs confirmés pour 2016**
 - Résultat brut d'exploitation en 2016 inférieur à celui de 2015
 - Flux de trésorerie disponible 2016 d'environ -600 millions d'euros (à besoin en fonds de roulement stable)
 - Dette nette n'excédant pas 1,5 milliard d'euros en fin d'année 2016, après acquisition de Tianda, consolidation complète de VSB et réalisation de son projet d'augmentation de capital d'environ 1 milliard d'euros
- **Objectifs 2020 annoncés le 1^{er} février 2016 également confirmés**
- **Projet d'augmentation de capital**
 - Autorisations soumises au vote des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 6 avril 2016

Boulogne-Billancourt (France), 5 avril 2016 – A l'occasion de la tenue de son Assemblée Générale, Vallourec informe le marché de l'évolution de sa situation financière et opérationnelle depuis le début de l'année 2016.

Vallourec publiera les résultats complets du premier trimestre 2016 le 3 mai 2016.

Evolution de l'activité et de la situation financière

Comme anticipé, les résultats du premier trimestre sont impactés par la baisse des volumes qui atteignent un nouveau point bas, notamment pour les activités Pétrole et Gaz qui continuent

¹ RBE : Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) se définit comme la marge industrielle diminuée des coûts administratifs, commerciaux, de recherche, et autres charges hors amortissements et dépréciations.

Ne doit pas être publié, transmis ou distribué, directement ou indirectement au Canada, en Australie ou au Japon.

d'évoluer dans un contexte de marché défavorable. Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre s'élève à 671 millions d'euros, soit une baisse de 36% par rapport au T1 2015. Traditionnellement faible en début d'année en raison du redémarrage des outils après les arrêts annuels liés aux travaux de maintenance en Europe et les fermetures d'été au Brésil, l'activité a été de surcroît affectée par la forte baisse de la demande, en particulier sur les marchés Pétrole et Gaz.

➤ **Commentaires sur l'activité Pétrole et Gaz au premier trimestre :**

- **Aux États-Unis**, le chiffre d'affaires s'est inscrit en forte baisse en raison de la très faible demande finale en OCTG et de la poursuite du déstockage de la part des distributeurs, en lien avec le déclin important du nombre d'appareils de forage en activité (-60% par rapport au T1 2015). Il en résulte une pression persistante sur les prix. Pour mémoire, les ventes du premier trimestre 2015 avaient été soutenues par un solide carnet de commandes enregistré en fin d'année 2014 avec des prix stabilisés à un bon niveau.
- **Dans la zone EAMEA**, les ventes ont progressé par rapport au T1 2015, en raison d'un effet mix favorable. Les enregistrements de nouvelles commandes sont néanmoins restés faibles, du fait principalement du report des projets par les IOC's.
- **Au Brésil**, les ventes au T1 2016 ont été en fort repli par rapport au T1 2015, principalement affectées par la baisse de l'activité de forage de Petrobras.

➤ **Le chiffre d'affaires Énergie électrique** a été affecté par des livraisons inférieures à celles du T1 2015 sur le marché de l'énergie électrique conventionnel sur lequel des prises de commandes satisfaisantes sont toutefois enregistrées, et par un niveau de livraison très faible sur ce trimestre dans le nucléaire.

➤ **Le chiffre d'affaires Industrie & Autres** a été en repli en Europe avec des volumes en forte baisse par rapport au T1 2015, ainsi qu'au Brésil où la récession touche tous les secteurs de l'industrie. Toutefois une certaine reprise des commandes a été enregistrée au cours du T1 2016 en Europe. La chute des prix du minerai de fer par rapport au T1 2015 impacte fortement le chiffre d'affaires lié à cette activité.

Sur la base du chiffre d'affaires consolidé et des coûts opérationnels attendus pour le trimestre, le Groupe anticipe pour le premier trimestre 2016 un **RBE** qui devrait être légèrement supérieur à -77 millions d'euros.

La dette nette consolidée au 31 mars s'élève à 1,8 milliard d'euros. Au-delà de l'effet de saisonnalité lié au besoin en fond de roulement traditionnellement en hausse en début d'année, l'augmentation de la dette au cours du premier trimestre s'explique en partie par la mise sous compte séquestre d'un montant de 60 millions d'euros au titre de l'acquisition en cours de Tianda.

Objectifs 2016 et 2020 confirmés

Après un deuxième trimestre qui devrait être meilleur que le premier trimestre 2016 en raison de la concentration sur cette période d'un certain nombre de commandes à livrer, nous continuons à ce stade à anticiper un second semestre difficile. Dans ce contexte, le Groupe confirme ses objectifs pour 2016, à savoir :

- **Un Résultat Brut d'Exploitation** inférieur à celui de 2015
- **Un flux de trésorerie négatif**, d'environ -600 millions d'euros, à besoin en fonds de roulement stable.
- **Une dette nette n'excédant pas 1,5 milliard d'euros en fin d'année**, après acquisition de Tianda, consolidation complète de VSB et réalisation de son projet d'augmentation de capital précédemment annoncé d'un montant d'environ 1 milliard d'euros.

Ne doit pas être publié, transmis ou distribué, directement ou indirectement au Canada, en Australie ou au Japon.

L'ensemble du Groupe est par ailleurs déterminé à poursuivre la mise en œuvre des mesures de transformation annoncées le 1^{er} février dernier. Ces initiatives structurantes devraient permettre au Groupe de continuer à viser pour 2020 l'ensemble des objectifs décrits dans ses dernières communications au marché.

Assemblée générale des actionnaires du 6 avril 2016

Il est rappelé que l'assemblée générale des actionnaires du 6 avril est appelée à se prononcer sur les délégations financières permettant la mise en œuvre du projet d'augmentation de capital de l'ordre d'1 milliard d'euros annoncé le 1^{er} février 2016. Cette levée de fonds sera composée d'une émission d'obligations remboursables en actions réservées à Bpifrance Participation et Nippon Steel & Sumitomo Metal Corporation (NSSMC) et d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ; cette opération sera lancée sous réserve de l'approbation en assemblée générale des actionnaires, des conditions de marché et de l'obtention du visa de l'Autorité des marchés financiers sur le prospectus relatif à cette opération.

Bpifrance a informé la société qu'elle détient à ce jour, 10,32% du capital et 13,93% des droits de vote de la Société. Au 31 mars 2016, NSSMC détenait 1,45% du capital et 2,68% des droits de vote de la Société. Compte tenu de l'objectif de détention de 15% du capital par Bpifrance et de 15% par NSSMC, ce projet de levée de fonds correspond à une émission d'obligations remboursables en actions réservée à ces deux actionnaires d'un montant d'environ 515 millions d'euros et une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires d'un montant d'environ 485 millions d'euros, dont environ 57 millions d'euros devant être souscrits par Bpifrance et NSSMC dans le cadre de leurs souscriptions à titre irréductible.

À propos de Vallourec

Vallourec est leader mondial des solutions tubulaires premium destinées principalement aux marchés de l'énergie ainsi qu'à d'autres applications industrielles.

Avec plus de 20 000 collaborateurs en 2015, des unités de production intégrées, une R&D de pointe et une présence dans plus de 20 pays, Vallourec propose à ses clients des solutions globales innovantes adaptées aux enjeux énergétiques du XXI^e siècle.

Coté sur Euronext à Paris (code ISIN : FR0000120354, Ticker VK) éligible au Service de Règlement Différé (SRD), Vallourec fait partie des indices Euronext 100 et SBF 120.

www.vallourec.com
Suivez-nous sur Twitter @Vallourec

Réflexions et informations prospectives

Ce communiqué de presse contient des réflexions et des informations prospectives. De par leur nature, ces réflexions et informations comprennent des projections financières et des estimations ainsi que les hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, des déclarations portant sur des projets, des objectifs et des attentes concernant des opérations, des produits et services ou les performances futures. Bien que la Direction de Vallourec estime que ces réflexions et informations prospectives sont raisonnables, Vallourec ne peut garantir leur exactitude ou leur exhaustivité et les investisseurs dans Vallourec sont alertés sur le fait que ces réflexions et informations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes qui sont difficiles à prévoir et généralement en dehors du contrôle de Vallourec, qui peuvent impliquer que les résultats et événements effectivement réalisés diffèrent significativement de ceux qui sont exprimés, induits ou prévus dans les réflexions et les informations prospectives. Ces risques comprennent ceux qui sont développés ou identifiés dans les documents publics déposés par Vallourec auprès de l'AMF, y compris ceux énumérés dans la section « Facteurs de Risques » du Document de référence déposé auprès de l'AMF le 16 mars 2016 (N° D.16-0141).

Avertissement

Ce communiqué et les informations qu'il contient ne constituent ni une offre de vente ou d'achat ni la sollicitation de vente ou d'achat de titres de Vallourec ni un prospectus au sens de la Directive 2003/71/EC. Aucune communication, ni aucune information relative à l'augmentation de capital envisagée ne peut être diffusée au public dans un pays dans lequel il doit être satisfait à une obligation d'enregistrement ou d'autorisation. Aucune démarche n'a été entreprise (ni ne sera entreprise) dans un quelconque pays (autre que la France) dans lequel de telles démarches seraient requises. La souscription ou l'achat de titres de Vallourec peuvent faire l'objet dans certains pays de restrictions légales ou réglementaires spécifiques. Vallourec n'assume aucune responsabilité au titre d'une violation par une quelconque personne de ces restrictions. La diffusion, la publication ou la distribution de ce document dans certains pays peut constituer une violation des dispositions légales et réglementaires en vigueur. En conséquence, les personnes physiquement présentes dans ces pays et dans lesquels le présent document est diffusé, publié ou distribué doivent s'informer et se conformer à ces lois et règlements.

Espace Economique Européen

Le présent communiqué de presse ne constitue pas un prospectus au sens de la Directive 2003/71/CE, telle que modifiée, dans la mesure où cette Directive a été transposée dans les Etats membres de l'Espace Economique Européen (ensemble, la « Directive Prospectus »).

L'offre sera ouverte au public en France exclusivement postérieurement à la délivrance par l'Autorité des marchés financiers d'un visa sur le prospectus préparé en conformité avec la Directive Prospectus.

S'agissant des Etats membres de l'Espace Économique Européen autres que la France ayant transposé la Directive Prospectus (les « Etats Membres »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public de titres rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre des Etats Membres. Par conséquent, les titres de Vallourec peuvent être offerts dans les Etats Membres uniquement (a) à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus ; ou (b) dans des circonstances ne nécessitant pas la publication par Vallourec d'un prospectus aux termes de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, l'expression « offre au public de titres » dans un Etat Membre donné signifie toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les valeurs mobilières objet de l'offre, pour permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire ces valeurs mobilières, telle que cette définition a été, le cas échéant, modifiée dans l'Etat Membre considéré.

Ces restrictions de vente concernant les Etats Membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les Etats Membres ayant transposé la Directive Prospectus.

Ne doit pas être publié, transmis ou distribué, directement ou indirectement au Canada, en Australie ou au Japon.

Royaume-Uni

La diffusion du présent communiqué de presse est destinée uniquement à des personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, sous réserve des lois applicables, ou (ii) sont des investisseurs professionnels visés par l'article 19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (tel qu'amendé) (l'« Ordonnance »), ou (iii) répondent aux dispositions de l'article 49(2)(a) à (d) (« high net worth bodies corporate, unincorporated associations and partnerships and trustees of high value trusts ») de l'Ordonnance (les personnes mentionnées aux paragraphes (i), (ii) et (iii) étant ensemble désignées comme les « Personnes Habilitées »). Les titres de Vallourec ne seront disponibles et ne pourront être offerts ou émis qu'à de telles Personnes Habilitées et toute offre, sollicitation ou accord en vue de l'achat ou de la souscription des titres ne pourra être réalisé qu'avec de telles Personnes Habilitées. Toute personne autre qu'une Personne Habilitée ne doit pas utiliser ou se fonder sur ce communiqué de presse ou l'une quelconque des informations qu'il contient.

Etats-Unis

Le présent communiqué ne constitue pas une offre de vente ou d'achat de titres ou une quelconque sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription de titres de Vallourec aux Etats-Unis d'Amérique. Les titres ne peuvent être offerts, souscrits ou vendus aux Etats-Unis d'Amérique en l'absence d'enregistrement ou de dispense d'enregistrement au titre du *U.S. Securities Act* de 1933, tel que modifié (le « *U.S. Securities Act* »). Les titres de Vallourec n'ont pas été et ne seront pas enregistrés au titre du *U.S. Securities Act* et Vallourec n'a pas l'intention d'effectuer une offre au public de ses titres aux États-Unis d'Amérique.

Déclarations prospectives

Le présent document contient des indications sur les objectifs du Groupe ainsi que des déclarations prospectives. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes tels que « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « estimer », « avoir l'intention de », « envisager de », « anticiper », « devoir », ainsi que d'autres termes similaires. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que la réalisation de ces objectifs et de ces déclarations prospectives dépend de circonstances ou de faits qui devraient se produire dans le futur. Ces déclarations prospectives et ces informations sur les objectifs peuvent être affectées par des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats futurs, les performances et les réalisations du Groupe soient significativement différents des objectifs formulés ou suggérés. Ces facteurs peuvent inclure les évolutions de la conjoncture économique et commerciale ainsi que les facteurs de risque détaillés Chapitre 5 « Facteurs de risque » figurant dans le document de référence et la section 2 « Facteurs de risque » de la note d'opération qui a reçu le visa de l'AMF n°16-073 le 16 mars 2016.

Ne doit pas être publié, transmis ou distribué, directement ou indirectement au Canada, en Australie ou au Japon.

Calendrier

06/04/2016	Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire des Actionnaires
03/05/2016	Résultats du premier trimestre 2016

Pour plus d'informations, veuillez contacter

Relations Investisseurs

Etienne Bertrand
Tel: +33 (0)1 49 09 35 58
etienne.bertrand@vallourec.com

Direction de la Communication

Laurence Pernot
Tel: +33 (0)1 41 03 78 48
laurence.pernot@vallourec.com

Relations Investisseurs

Christophe Le Mignan
Tel: +33 (0)1 49 09 38 96
christophe.lemignan@vallourec.com

Relations Presse

Héloïse Rothenbühler
Tel : +33 (0)1 41 03 77 50
heloise.rothenbuhler@vallourec.com

Relations Actionnaires individuels

N°Vert : 0 800 505 110
actionnaires@vallourec.com
